

Pleins feux

sur les AU

décembre 2006

Amnesty International dans les territoires occupés



© MaanImages/Magnus Johansson

Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, a conduit une délégation au Liban, en Israël et dans les territoires occupés (y compris en Cisjordanie et dans la bande de Gaza) du 2 au 11 décembre, afin de s'entretenir de la situation des droits humains avec des responsables gouvernementaux et des membres de la société civile. Les textes qui figurent ci-dessous sont des extraits du blog réalisé au cours de sa mission. Pour lire l'intégralité du blog (en anglais), rendez-vous à l'adresse suivante :

http://blogs.amnesty.org/blogs/israelot_dec06

Sur la route au sud de Beyrouth

En ce premier jour de mission au Liban, lorsque nous nous sommes rassemblés à l'hôtel très tôt le matin pour les derniers préparatifs avant notre départ vers le sud, la sécurité était au centre de nos préoccupations. Des trousse de premiers secours ont été placées dans le coffre de notre camionnette et on nous a recommandé de nous méfier des munitions n'ayant pas explosé.

Cependant, une fois partis, nous avons ressenti une certaine quiétude. Comme n'importe quel dimanche matin, des marchands ouvraient leur

boutique en disposant des fruits et légumes colorés sur leurs étalages, et la circulation était fluide. Une atmosphère bien différente de l'agitation des grandes manifestations du centre de Beyrouth qui occupaient la plupart des écrans de télévision !

À peine étions-nous arrivés à proximité de la banlieue sud de la capitale que cette image de carte postale s'est effacée pour laisser place à des scènes rappelant cruellement que le Liban sortait tout juste d'une terrible guerre ayant fait plus d'un millier de victimes et dévasté ses infrastructures. Près de l'aéroport se trouvait une montagne de gravats rapportés de

bâtiments de Beyrouth détruits par les bombardements. Nous avons quitté l'autoroute pour rejoindre des voies de déviation afin d'éviter les trous béants qui remplaçaient des ponts.

Plus loin, nous avons vu un autre exemple des ravages durables que la guerre a provoqués sur l'environnement. À Jiyeh, des ouvriers continuaient de drainer les réservoirs de carburant qui ont été endommagés par des bombardements et dont le contenu s'est déversé dans la Méditerranée, entraînant une gigantesque marée noire.

La mer était d'un bleu éclatant, mais aucun bateau n'y était visible. Les pêcheurs libanais ont terriblement souffert de la guerre et de ses conséquences : certains ports ont été détruits, le blocus a empêché nombre d'entre eux de pêcher pendant plusieurs semaines et même lorsqu'il a été levé, la nappe de pétrole les a privés de leur source de revenus.

Beyrouth, ville de manifestations

Les images de la foule manifestant devant le bureau du Premier ministre, dans le centre de Beyrouth, ont dominé les écrans de télévision du monde entier. Toutefois, ce matin, à l'approche de ce bâtiment, le campement établi par les manifestants était calme lorsque nous avons franchi les postes de contrôle de la police et de l'armée.

Le soir, en revanche, lorsque nous nous sommes rendus aux studios de télévision afin d'y donner une interview en direct pour une émission d'actualité britannique, la place était noire de monde. Même de loin, en passant les postes de contrôle militaires, nous entendions les manifestants crier et chanter des slogans.

D'un côté de la rue, isolés par des rouleaux de barbelé à lames, des soldats montaient la garde près de leurs chars tandis que d'autres dormaient sur des lits de camp et dans des tentes installées sur le trottoir. De l'autre côté, de jeunes manifestants scandaient des slogans en sautant sur place entre les tentes qu'ils avaient dressées.

Paradoxalement, alors que l'actualité se focalise sur les manifestations de Beyrouth, hier, lorsque nous étions dans le sud, la seule allusion à celles-ci est venue du maire de Cana, qui a déclaré que le gouvernement, de fait, n'était pas efficace et qu'aucune des décisions nécessaires

pour mener à bien la reconstruction du pays n'avait été prise.

Une tente bien particulière

Parmi les nombreuses tentes blanches récemment installées par les opposants au gouvernement sur la place principale de Beyrouth se trouve une seule tente verte. Elle n'est pas ornée de drapeaux, mais de vieilles photos au grain épais représentant des hommes de différents âges, vêtus pour certains d'uniformes militaires. Ce ne sont pas des jeunes manifestants d'humeur festive qui l'occupent, mais un groupe de femmes tranquilles, assez âgées.

Leur tente est là depuis plus d'un an. Il s'agit de celle des familles de « disparus ».

En fin d'après-midi, nous sommes allés leur rendre visite après avoir laissé derrière nous la façade de verre de l'immeuble principal des Nations unies à Beyrouth. À notre arrivée, alors que nous passions à pied devant les autres tentes installées dans ce jardin public, elles sont sorties et ont disposé des chaises en plastique devant la leur pour que nous puissions nous asseoir avec elles.

Il n'y avait que des femmes dans cette tente : des mères, des épouses et des sœurs de Libanais qui ont « disparu » de leur pays au cours des dernières décennies, emmenés pour la plupart en Syrie, semble-t-il. Parmi ces hommes figuraient des soldats libanais, comme Jihad George Eid. Sa mère, Sonia, nous a raconté qu'elle avait pu lui rendre visite en 1991, grâce à un contact personnel, alors qu'il se trouvait à la *Fara Falastin* (Section Palestine), un centre de détention tristement célèbre situé à Damas.

Jihad était enchaîné à d'autres prisonniers et paraissait en mauvaise santé. Mais c'était il y a quinze ans et aujourd'hui, Sonia attend désespérément des nouvelles de son fils et des autres détenus. Odette Salim ignore ce qu'il est advenu de son fils Richard et de sa fille Marie-Christine depuis leur « disparition », survenue en 1985 – Amnesty International a évoqué leur histoire dans son rapport annuel de 1997.

Alors que nous parlions avec ces femmes, tantôt en arabe, tantôt en français, Rami Saliba, membre de l'association Soutien aux Libanais détenus et exilés (SOLIDE), est arrivé. Nous connaissions déjà bien cet homme, qui nous a décrit les activités de son organisation face à

une caméra. Nous n'avons pas pu faire témoigner toutes les femmes, mais nous avons demandé à chacune d'entre elles de nous indiquer son nom et celui de son parent « disparu ».

Ces femmes attendent désespérément des nouvelles de leurs proches et ont peu d'espoir que les dirigeants politiques du Liban ou de la Syrie prennent leur situation au sérieux. Nous leur avons assuré que tel n'était pas notre cas.

Hébron – une ville étroitement contrôlée par l'armée israélienne

Le marché de la vieille ville d'Hébron est à présent quasiment désert, l'atmosphère est sinistre et la plupart des magasins sont fermés. Le quartier est entouré de postes de contrôle de l'armée israélienne.

Cette partie de la ville, surnommée « H2 », est étroitement surveillée par l'armée israélienne, et les mouvements de dizaines de milliers de résidents palestiniens dépendent entièrement des décisions des soldats israéliens. Ces habitants sont souvent soumis à un couvre-feu, qui ne s'applique pas aux 500 colons israéliens qui vivent dans cette zone.

De nombreux journalistes nous accompagnent. Les quelques résidents palestiniens que nous rencontrons semblent ravis de nous voir. Les colons israéliens se montrent moins accueillants envers les observateurs internationaux et les attaques ne sont pas rares. Il y a quelques semaines, une Suédoise a ainsi été prise à partie par des colons israéliens tandis qu'elle accompagnait des enfants palestiniens sur le chemin de l'école. Ses agresseurs l'ont frappée au visage avec une bouteille, lui brisant l'os de la pommette.

Des grillages métalliques ont été placés au-dessus des allées étroites pour isoler les colons juifs des magasins palestiniens, afin de les empêcher de lancer des objets et des excréments sur les visiteurs palestiniens et étrangers. Un par un, nous passons un poste de contrôle israélien, par de lourds tourniquets en métal.

Lorsque nous nous arrêtons pour regarder autour de nous, un soldat israélien décrit par radio tous nos mouvements à ses collègues. Nous nous efforçons d'écourter notre visite, car le soleil est déjà couché et il est déconseillé de

rester dans cette les environs une fois la nuit tombée.

Alors que nous nous dirigeons vers la sortie de cette zone, une patrouille d'infanterie de l'armée israélienne passe devant nos voitures. Les soldats fouillent du regard l'intérieur des véhicules tout en tenant leurs mitrailleuses prêtes à tirer.

La vie d'un enfant dans la ville déchirée d'Hébron

« *Samer* » regarde avec anxiété par-dessus son épaule en direction du portail de son jardin tandis qu'il nous raconte son histoire. « *Je n'ai pas le droit de jouer dans le jardin – et quand j'y vais, j'ai peur de ce qu'il y a de l'autre côté du portail. J'essaie d'être courageux pour ma famille. J'ai l'habitude, après tout.* »

Samer est un garçon souriant âgé de douze ans qui prend plaisir à pratiquer son anglais en parlant avec nous. Il vit à Hébron, une ville palestinienne qui comprend une colonie composée de quelque 400 Israéliens habitant au centre d'une agglomération qui compte 120 000 Palestiniens. Cette colonie est située juste à côté du domicile de Samer. Sa famille n'est plus autorisée par les militaires israéliens à quitter sa maison par la porte donnant sur la rue, car elle passerait ainsi par la colonie.

Samer et ses proches doivent emprunter un chemin de terre escarpé pour pénétrer chez eux par derrière – nous y sommes entrés de la même manière hier soir. Une fois à l'intérieur, ils n'osent pas verrouiller leurs portes, car les soldats israéliens les ont avertis qu'ils voulaient avoir la possibilité d'aller et venir comme il leur plaît.

La mère de Samer, « *Nadia* », dit ne jamais parvenir à dormir une nuit entière. « *Nous savons que si nous ne laissons pas les portes ouvertes, ils se contenteront de les faire sauter. Les soldats viennent souvent à 1 ou 2 heures du matin et nous forcent à nous lever pour fouiller notre maison.* »

Samer affirme que les enfants de colons qui sont de l'autre côté du portail ne lui adressent jamais la parole – alors que les militaires le font parfois. « *Quand j'ai le courage d'essayer d'aller jouer dans le jardin, les soldats me disent de partir.* »

La grand-mère de Samer nous accueille chaleureusement, avant d'éclater en sanglots.

Elle vient d'apprendre la mort d'un proche, mais ne peut se rendre à son enterrement, car elle est trop âgée et malade pour descendre le chemin de terre. « *Nous sommes prisonniers de notre propre maison* », déclare sa fille.

Alors que nous écoutons le témoignage de Samer et de sa famille, deux soldats israéliens entrent soudain dans leur jardin, dans la pénombre, et s'approchent de la maison. À ce moment-là, l'atmosphère est tendue. Les militaires demandent à voir les papiers des membres de notre délégation ainsi que ceux des journalistes qui filment notre visite.

Ils paraissent gênés lorsque les lumières de la caméra sont braquées sur eux, et ils quittent rapidement les lieux – non sans avoir fait forte impression sur les habitants de la maison. Le père de Samer tremble. Le petit garçon, lui, hausse simplement les épaules et répète : « *Nous avons l'habitude.* »

Lorsque nous repartons, sa mère nous affirme que dès qu'ils ont de la visite, les soldats reviennent pendant la nuit, les tirent de leur lit et mettent leur maison sens dessus dessous.

Nous nous assurons que quelqu'un nous avertira s'ils reviennent les harceler cette nuit-là, de manière à pouvoir évoquer ce point lors de notre rencontre avec le vice-ministre de la Défense.

Les noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat de cette famille.

Amnesty International en Israël et dans les territoires occupés.

Nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale des droits de l'homme. En 1948, c'est à cette date que la Déclaration universelle des droits de l'homme est née des cendres de la Seconde Guerre mondiale. La même année a vu naître le problème des droits humains en Palestine, qui reste à ce jour non résolu.

Nous avons marqué cette date symbolique en nous rendant en Israël et dans les territoires occupés.

Notre journée a débuté comme celle des rares Palestiniens qui détiennent des autorisations pour franchir la frontière : dans la file d'attente du point de passage d'Erez pour aller d'Israël à Gaza. La première d'entre nous qui passe la deuxième étape de la procédure de sélection doit attendre à côté d'un agent de sécurité, qui remarque la dernière brochure publiée par

Amnesty International. Tandis qu'elle patiente, les gardes commencent à contrôler les sacs d'un autre de nos collègues, en examinant notamment nos dossiers, et voient d'autres rapports, ce qui les amène à émettre d'autres appels radio – nous indiquons alors que nous avons tous des rapports de l'organisation dans nos sacs ! Un jeune soldat israélien nous présente alors ses excuses pour cette situation. Quatre heures plus tard, nous sommes enfin sortis, mais nous imaginons très bien comment ce passage se déroule pour les citoyens palestiniens « ordinaires » qui le vivent quotidiennement.

Alors que nous quittons Erez en direction du nord de la Cisjordanie, nous traversons une partie très développée d'Israël – nous avons l'impression d'être en Europe et sommes bien loin de Gaza, avec ses routes en mauvais état, ainsi que sa surpopulation et sa pauvreté évidentes.

Nous sommes arrivés à Jayus, une ville comptant environ 3 500 habitants, aujourd'hui séparés de leurs vergers d'agrumes et d'oliviers par le mur-barrière. Un agriculteur nous rejoint avec son tracteur et nous explique qu'il ne peut plus cultiver ses terres correctement, car il lui est difficile d'y accéder. Seules les personnes qui détiennent les bons laissez-passer peuvent se rendre sur leurs terres en franchissant une porte censée être ouverte douze heures par jour ; on nous dit qu'en fait, celle-ci l'est beaucoup moins longtemps, et pas tous les jours.

Les agriculteurs nous confient qu'ils pensent que les Israéliens, en cherchant à les forcer à emprunter une porte qui rallongera de trois heures le trajet les conduisant à leurs champs situés de l'autre côté du mur/barrière, tentent de les amener à abandonner leurs vergers pour pouvoir intégrer ceux-ci dans leur colonie voisine. Le maire de la ville nous fait également part de son inquiétude au sujet des ressources naturelles, car le mur/barrière prive ses concitoyens de terres fertiles et de sources d'eau.

Debout devant le mur/barrière, nous avons pris pleinement conscience du sens de l'expression « *droits humains* ». Que signifiait-elle pour les personnes qui faisaient la queue à Gaza ? Pour cette petite fille en fauteuil roulant qui tentait de se rendre en Israël pour y subir une opération, séparée de sa mère dans la file d'attente et emmenée dans une pièce sans fenêtre par un garde armé pour passer un contrôle de sécurité ?

Pour cet agriculteur sur son tracteur qui ne pouvait pas cultiver ses terres ? Pour cet adolescent israélien de Sdérot, hospitalisé après avoir été touché par une roquette Kassam ?

La Déclaration universelle des droits de l'homme représente l'expression la plus concrète de l'aspiration des êtres humains à vivre dans la dignité. Pourtant, elle est bafouée à cause du manque de principes des responsables, qui ne manifestent aucune volonté de trouver une solution à ce problème.

Dans divers pays du monde, qu'il s'agisse du Darfour ou d'Israël et des territoires occupés, des civils sont durement touchés par les

violations des droits humains. Cependant, ils vivent dans l'espoir que leurs dirigeants répondront à leur attente de mesures décisives qui garantiront le respect des droits fondamentaux de tous.

Pour plus d'informations sur les dernières évolutions du conflit, veuillez consulter l'AU 315/06 (MDE 15/092/2006, 23 novembre 2006) et ses mises à jour, l'AU 237/06 (MDE 15/080/2006, 1^{er} septembre 2006), l'AU 212/06 (MDE 15/074/2006, 7 août 2006) et suivantes ainsi que les autres rapports, communiqués de presse et actions réalisés par Amnesty International à ce sujet.

*La version originale en langue anglaise a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*